ASSEMBLÉE NATIONALE

29 juin 2016

MODERNISATION DU DROIT DU TRAVAIL - (N° 3886)

Adopté

AMENDEMENT

N° AS18

présenté par
M. Sirugue, rapporteur

ARTICLE 32 B

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet article, introduit par le Sénat en commission des affaires sociales modifie le chapitre du code de l'éducation relatif à l'information et l'orientation afin d'assurer une plus grande visibilité à l'apprentissage.

Les dispositions sont issues de la proposition de loi visant à développer l'apprentissage comme voie de réussite.

Estimant les enseignements dispensés dans les lycées trop théoriques et « éloignés des réalités du monde de l'entreprise », le Sénat propose :

– l'intégration d'une présentation de l'apprentissage et des formations organisée par les CFA au sein de l'article L. 313-1 du code de l'éducation relative au droit au conseil en orientation et à l'information ;

– la participation des CFA et des branches professionnelles à la mise en œuvre du parcours individuel d'information, d'orientation et de découverte du monde économique et professionnel proposé à chaque élève aux différentes étapes de sa scolarité du second degré ;

– la systématisation des sessions de découverte des métiers dans les cycles de formation des lycées.

L'article L. 313-1 du code de l'éducation affirme déjà : « *le droit au conseil en orientation et à l'information... sur les professions ainsi que sur les débouchés et les perspectives professionnelles* ».

Par ailleurs, l'article L. 331-7 du même code prévoit que : « *l'orientation et les formations... tiennent compte... des perspectives professionnelles liées aux besoins prévisibles de la société, de l'économie et de l'aménagement du territoire* ».

Les nouvelles dispositions introduites par le Sénat sont par conséquent redondantes et n'ont pas de portée significative nouvelle. Il est donc proposé de les supprimer.